

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
n°DDPP-DREAL UD38-2025-04-14**

**du 18 AVR. 2025**

**À l'encontre de la société CARRIÈRE DE LA RIVIÈRE  
sur la commune de La Rivière**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup> titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2019-05-04 du 9 mai 2019 autorisant la société CARRIÈRE DE LA RIVIÈRE à poursuivre l'exploitation d'une carrière aux lieux-dits « La Fontaine d'Argivaux » et « Le Mas d'Hartay » sur la commune de La Rivière ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-IC-2019-08-02 du 5 août 2019 prescrivant des mesures de sécurité additionnelles et la réalisation d'une étude géotechnique de stabilité complémentaire ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°DDPP-DREAL UD38-2024-07-19 du 26 juillet 2024 et n°DDPP-DREAL UD38-2024-07-xx du 2 août 2024 imposant des mesures d'urgence ;

Considérant le courrier recommandé de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, en date du 19 novembre 2024, réceptionné par la société CARRIÈRE DE LA RIVIÈRE le 21 novembre 2024, rappelant les prescriptions des arrêtés préfectoraux de mesures d'urgence et demandant de transmettre dans un délai de 30 jours la seconde étude géotechnique prescrite ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 13 mars 2025 ;

Considérant la lettre recommandée avec accusé réception du 14 mars 2025 distribuée le 17 mars 2025, de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressée à la société CARRIÈRE DE LA RIVIÈRE, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de La Rivière ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courrier daté du 31 mars 2025, réceptionné par l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, le 3 avril 2025 ;

Considérant que la seconde étude géotechnique attendue, de type G5 minimum, doit en premier lieu confirmer la stabilité des fronts de taille de la carrière et apporter les éléments techniques prévenant la survenance d'un nouvel éboulement rocheux, et valoir actualisation et complément à l'étude de dangers établie lors du renouvellement de l'autorisation d'exploiter ;

Considérant qu'une analyse approfondie du contexte géologique du massif est attendue dans cette étude permettant ainsi de détailler les dangers ou inconvénients pour la sécurité du site et de son environnement, dont les risques de glissement de terrain et d'éboulement rocheux ;

Considérant que cette étude doit définir également les mesures nécessaires à mettre en œuvre pour la sécurisation et le traitement des instabilités impactant le périmètre de la carrière ;

Considérant en dernier lieu que cette seconde étude doit conclure et préciser :

- les conditions de reprise de l'activité :
  - traitement des zones impactées : estimation des volumes à évacuer de la portion exploitable, modalités de gestion des matériaux non exploitables,
  - éventuelles nouvelles modalités d'exploitation : phasages/périmètres d'exploitation, création d'un nouvel accès, mesures de protection, de suivi et/ou d'instrumentation du massif ;
- ou bien les conditions de remise en état et de cessation de l'activité.

Considérant que l'inspection des installations classées n'a été destinataire d'aucun élément technique constitutif de la seconde étude prescrite et dont les points attendus ont été ci-avant rappelés ;

Considérant ainsi le constat du non-respect du délai de réalisation de la seconde étude géotechnique prescrite par l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence du 2 août 2024 ;

Considérant que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions et des sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CARRIÈRE DE LA RIVIÈRE ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

## Arrête

Article 1 : La société CARRIÈRE DE LA RIVIÈRE, SIREN 060 500 329, siège social 601 chemin du Courtillet 38210 La Rivière, au capital social de 160 000 €, exploitant la carrière aux lieux-dits « La Fontaine d'Argivaux » et « Le Mas d'Hartay » est mise en demeure de :

- respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL UD38-2024-07-xx du 2 août 2024 imposant des mesures d'urgence et de transmettre à l'inspection des installations classées d'ici au 31 décembre 2025 le rapport livrable 2A conformément au devis établi.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CARRIÈRE DE LA RIVIÈRE et dont copie sera adressée au maire de La Rivière.

La préfète



Catherine SÉGUIN

